Les organisations signataires et les représentants des réfugiés de « Pajol » constatent que les rares solutions proposées à ce jour par les pouvoirs publics, dont la Mairie de Paris, ont été obtenues par la seule mobilisation des riverain-es, des associations et avec le soutien des partis politiques. Elles ne sont pourtant pas à la hauteur des enjeux.

Dans plusieurs endroits de Paris, les réfugiés se trouvent dans des situations scandaleusement précaires. Cette situation les empêche en outre de faire valoir leurs droits.

En conséquence, nous exigeons :

La libération immédiate de tous les réfugiés qui se trouvent en centre de rétention après leur arrestation dans les jours qui ont suivi l'évacuation de la Chapelle.

Que la Ville de Paris tienne ses engagements faits le jeudi 11 juin soit 110 hébergements minimum mais dans des conditions décentes en termes de couvertures, propreté, soins, sanitaires, nourriture, ce qui n'est pas le cas pour tous et ce jusqu'à l'ouverture d'un lieu d'hébergement pérenne. Nous exigeons que les migrants qui n'ont pas bénéficié de ces propositions, car absents de la caserne de pompiers de Château Landon, et qui se trouvent aujourd'hui dans le jardin d'Eole disposent de mêmes conditions dès ce week-end. Ils doivent être en outre accompagnés par l'administration dans leur demande d'accès au droit d'asile.

L'ouverture d'espaces d'accueil et d'hébergements collectifs pour accueillir ceux d'Austerlitz, de la Gare de Lyon, de La Villette et de tout autre lieu où les réfugiés pourraient se regrouper pour être logés le temps qu'il faut et de permettre aux associations de travailler avec eux notamment pour voir dans quel dispositif ils et elles souhaitent et sont susceptibles d'entrer (droit d'asile, MIE, etc.) ou simplement leur permettre un simple transit vers un autre pays dans de meilleures conditions, en particulier sanitaires. La Mairie de Paris doit prendre ses responsabilités et ouvrir au moins un espace ad hoc intra muros.

L'ouverture d'un Guichet unique pour les réfugiés.

– Des solutions pérennes à commencer par l'ouverture de centres d'accueil.

La France est loin de prendre sa part dans l'accueil des réfugiés qui traversent la Méditerranée au péril de leur vie alors même qu'elle porte sa part de responsabilité, comme l'Union européenne, dans les raisons qui les poussent à partir. Ils ne disparaitront pas du territoire par la répression et l'indifférence des pouvoirs publics. Il faut une toute autre politique en faveur des réfugiés qui prenne en compte la situation actuelle et anticipe sur celle des années à venir.

La Mobilisation doit donc s'accentuer.

Dans l'immédiat :

– Nous demandons à la Mairie de Paris qu'elle reçoive une délégation comprenant les représentants des réfugiés, pour exiger qu'elle tienne ses engagements.

– Nous appelons toutes les citoyennes et tous les citoyens à soutenir les réfugiés là où elles et ils se trouvent, notamment à travers des rassemblements organisés dès samedi dans les quartiers concernés (La Chapelle, Austerlitz…)

– Nous appelons à une manifestation partant du 18ème arrondissement le mardi 16 juin à 18h30

Signataires au 13 juin

Alternative Libertaire, EELV, Ensemble, Gauche Unitaire, NPA, Parti de Gauche, PCF, MJCF 75

CGT 75, CGT Education, Solidaires, UNEF

RESF, LDH, MRAP, CSP 75, CISPM